Note de la rédaction
Le capital est là. Les projets ne le sont pas — pas encore.

Une idée récurrente dans les commentaires de cette année sur l'investissement en Afrique mérite d'être examinée. Écrivant dans l'Ecofin Agency en juillet, Denesh Srishanker de la PIDG a avancé un argument qui mérite d'être repris : le continent ne souffre pas d'un manque de capital. Plus de 2 000 milliards de dollars de capitaux institutionnels domestiques africains, soutient-il, restent à l'écart non pas en raison de leur rareté, mais d'une perception exagérée du risque — des capitaux que des garanties en monnaie locale, le rehaussement de crédit et des structures de financement mixte pourraient transformer en investissements bancables.

C'est une provocation utile pour ouvrir notre première édition, car les nouvelles du bassin du Congo ce trimestre offrent un test concret de cette affirmation.

Prenons le corridor Yoko–Lena–Tibati au Cameroun. Le gouvernement a sécurisé 200 000 hectares de terres agricoles pour un développement agro-industriel dans le cadre du projet intégré d'agro-pastoralisme et de substitution aux importations halieutiques (PIISAH). La sécurité foncière, souvent citée comme le principal obstacle à l'investissement, a été résolue — et pourtant, selon le document budgétaire 2027–2029 présenté début juillet, seuls 3 000 hectares (1,5 % de la superficie totale) sont effectivement entrés en phase de développement.

La sécurisation foncière à elle seule n'a pas attiré les capitaux.
Ce qui semble manquer, c'est tout ce qui se situe entre le titre foncier et le term sheet : les études de faisabilité, la structuration des contrats d'achat, les infrastructures et la confiance que les questions relatives aux droits fonciers des communautés ont été résolues sur le terrain, et pas seulement sur le papier.

Par exemple, le programme FOREST de la Banque mondiale en RDC, qui utilise un financement fondé sur les résultats pour mobiliser les fabricants locaux de foyers améliorés auprès de 500 000 ménages, structure une chaîne de valeur de cuisson propre véritablement investissable à partir de ce qui a historiquement été considéré comme un secteur reposant entièrement sur les subventions — en associant la réduction de la demande de charbon de bois à l'agroforesterie et à des paiements vérifiés fondés sur la performance. Les six gouvernements du bassin du Congo qui mettent désormais en œuvre leurs feuilles de route pour les marchés du carbone et le financement climatique effectuent le travail moins visible consistant à aligner les capacités de MRV et les cadres budgétaires sur les règles de l'Accord de Paris avant, et non après, l'émission des crédits.

Il s'agit d'abord de problèmes d'assistance technique, avant d'être des problèmes de capital. Et ce sont des problèmes de capital et d'activité avant de devenir des problèmes macrofinanciers auxquels seule une politique nationale peut apporter une réponse significative.

Il devient alors inévitable de mettre en évidence ce problème structurel du financement catalytique. L'investissement ne peut pas changer d'échelle lorsque les infrastructures financières et institutionnelles formelles nécessaires pour l'absorber restent faibles. La question de savoir s'il devrait ou non changer d'échelle constitue une autre réserve dans l'investissement à impact, ce qui rend l'intervention nationale encore plus nécessaire. Les projets bancables nécessitent des institutions crédibles, une documentation transparente, des marchés fonctionnels, des données fiables, des contrats exécutoires et des systèmes de gouvernance capables de transformer le financement en investissements productifs. En ce sens, le capital n'est pas le seul facteur de développement.

C'est cette distinction que nous avons appliquée à notre propre portefeuille au cours des six derniers mois : la contrainte déterminante du financement mixte dans le bassin du Congo n'est pas l'absence de capital ni même d'ambition — c'est la rareté des projets qui accomplissent le travail peu prestigieux nécessaire pour devenir véritablement prêts à l'investissement. Les projets ont d'abord besoin d'une structure et de fondations avant de recevoir des capitaux.

L'assistance technique (AT), comme on l'appelle, est le lieu où ce travail se déroule. L'AT fait plus que déployer des capitaux complexes avant que les projets ne soient prêts. Notre propre portefeuille a rendu les limites de cet environnement difficiles à ignorer. De nombreuses opportunités formidables restent en dessous des montants que les capitaux institutionnels peuvent poursuivre efficacement ; d'autres ne disposent pas de la structure financière, juridique ou technique

- nécessaire à une vérification préalable de base. Dans certains cas, le financement du développement reste trop facilement réduit à une « distribution d'aide », plutôt que structuré autour de la création d'une valeur économique durable et de marchés investissables.

- Ce ne sont pas des raisons de se détourner de la région. Ce sont précisément les raisons de faire preuve de davantage de discernement quant à l'affectation des capitaux, de l'assistance technique et du soutien institutionnel, ainsi qu'à l'impact que nous cherchons à débloquer.

- Compte tenu du contexte international, l'argument en faveur d'une AT rigoureuse et correctement séquencée s'est renforcé. Les capitaux des bailleurs de fonds ne disparaissent pas, mais ils sont alloués avec un examen plus attentif de ce qu'ils permettent réellement d'obtenir. C'est l'environnement pour lequel ce bulletin, et le portefeuille qui le sous-tend, ont été conçus.

- À propos de Canopy Trust

- C'est cet écart — entre les terres sécurisées et les terres développées, entre les bonnes intentions et une structure bancable — que Canopy Trust a été créée pour combler.

- Canopy Trust est une facilité incubée par la Catalytic Finance Foundation, une fondation à but non lucratif basée à Genève et forte de dix-sept ans d'expérience dans le financement mixte, soutenue par CAFI, l'International Climate and Forest Initiative (NICFI) de la Norvège et le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ).
-
-

Canopy Trust fournit des solutions de financement mixte afin d'attirer les investissements du secteur privé pour limiter la déforestation et soutenir le développement socio-économique en Afrique centrale (notamment au Cameroun, au Gabon, en République du Congo, en République centrafricaine et en République démocratique du Congo), en mobilisant des capitaux concessionnels pour attirer les investisseurs privés.

Nous agissons au moyen d'un continuum de mécanismes interconnectés :
La création de marchés — le segment où se situe la majeure partie de notre portefeuille actuel — soutient les projets en phase initiale de développement grâce à une assistance technique, en comblant exactement le type de déficit de préparation décrit dans l'éditorial de ce numéro, avant qu'il ne soit demandé aux capitaux de le financer.
Et lorsque les modèles ont fait leurs preuves, nous contribuons à mobiliser des capitaux privés pour les développer durablement, soit par des investissements directs dans des projets, soit par des investissements dans des fonds afin de déployer la preuve de concept.

Les montants vont de 100 000 à 500 000 USD en assistance technique, de 1 à 5 millions USD en investissement direct et de 1 à 5 millions USD par l'intermédiaire de fonds. Nous intervenons dans trois secteurs :
agriculture sans déforestation, agroforesterie et foresterie ;
énergie de cuisson durable et énergies renouvelables ; et
transformation et valorisation —

- Nous accueillons les candidatures de projets alignées sur notre mission à canopytrust.org/en/submit-project, et nous pouvons être contactés à canopytrust@catalyticfinance.org.

- Avancement

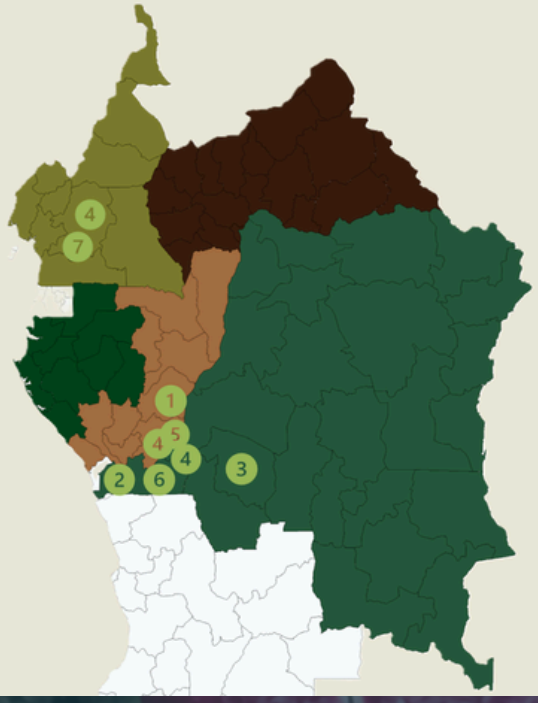
- Le projet a été lancé, structuré et opérationnalisé avec succès au cours de sa première année d'activité. Au cours des six derniers mois, le projet a continué à développer ses opérations et à renforcer sa structuration, avec 10 projets bénéficiant d'une assistance technique, 2 investissements directs préparés pour approbation par le comité d'investissement en 2026, ainsi qu'un investissement dans un fonds également préparé pour approbation par le comité d'investissement en 2026, après un peu plus d'un an d'activité (depuis juin 2025). Le portefeuille de projets se renforce régulièrement, avec une augmentation de 30 % des nouvelles entrées, tandis que l'arrivée d'un nouveau membre de l'équipe à Kinshasa renforcera à la fois la stratégie d'identification des projets et la capacité de gestion de l'assistance technique.

- Portefeuille

- Canopy Trust cherche à investir dans des projets portés par le secteur privé et à les développer dans les domaines de l'agriculture ou de la foresterie durables, des énergies renouvelables ou des chaînes de valeur sans déforestation, ainsi que du développement économique, dans le bassin du Congo. Depuis sa création, Canopy Trust a approuvé des subventions d'assistance technique (AT) pour 7 projets :
-
-
-

TA Map

1. **Asc Impact**
   Gambona, Republic of the Congo
2. **DRC FFF**
   Kongo Central Province, DRC
3. **Faja Lobi**
   Kwilu, DRC
4. **PayGas**
   Brazzavile, Rep. of the Congo
   Kinshasa, DRC
   Yaoundé, Cameroon
5. **PKT & Partners Group**
   Kinshasa, DRC
6. **Rouge Congo**
   Kongo Central Province, DRC
7. **Scoops Cecacao**
   Bondjock, Cameroon



Asc Impact : un projet d'utilisation durable des terres à Gamboma, en République du Congo, qui transforme une savane dégradée en plantations forestières productives, en agriculture à grande échelle et en zones de conservation protégées.

DRC FFF : un projet en RDC qui vise à développer une plateforme intégrée pour l'alimentation humaine, l'alimentation animale et les combustibles afin de renforcer les chaînes de valeur agricoles, tout en contribuant à atténuer la déforestation et à améliorer la sécurité alimentaire.

Faja Lobi : un projet en RDC qui vise à développer un modèle intégré d'agroforesterie, de charbon de bois durable et de transformation alimentaire pour lutter contre la déforestation, l'insécurité alimentaire et le manque d'efficacité des chaînes de valeur agricoles.

Paygas : un projet qui transforme l'accès des ménages à faibles revenus à une énergie de cuisson propre et abordable.

PKT & Partners Group : un projet en RDC visant à développer la production d'alternatives au charbon de bois sans déforestation afin de lutter contre la précarité énergétique, la déforestation et les risques sanitaires liés à la cuisson traditionnelle à la biomasse.

Rouge Congo : un projet en RDC qui revitalise la production artisanale d'huile de palme grâce à une approche agroécologique, en partenariat avec de petits exploitants pour planter sur des terres de savane dégradées tout en maintenant un engagement strict en faveur de l'absence de déforestation.

Scoops Cecacao : un projet de coopérative de cacao basée au Cameroun, construit autour d'un modèle intégré de l'arbre à la tablette qui associe agroforesterie, agriculture régénératrice, traitement post-récolte et transformation artisanale du chocolat.

Événements

Alors que nous continuons à constituer les portefeuilles de projets et à mettre les investisseurs en relation avec des projets à fort impact, notre équipe participe aux événements les plus pertinents de notre secteur. Ce trimestre, vous pourrez rencontrer l'équipe lors des événements suivants :

Building Bridges

Julie Goerig, responsable du programme Canopy Trust, présentera Canopy Trust le 6 octobre lors de Building Bridges, la conférence de Genève consacrée à la finance durable.

Inscription obligatoire pour participer. Plus d'informations ici :

Catalytic Finance Foundation - Building Bridges

SITA

David Albertani prendra la parole lors de SITA, un forum de deux jours consacré à l'investissement et au développement, qui se tiendra les 15 et 16 octobre 2026 à l'International Environment House 2 à Genève.

Organisé par Bafing Projects, SITA réunit des développeurs de projets africains, des gouvernements, des investisseurs, des institutions de financement du développement et des partenaires du secteur privé afin de contribuer à transformer les opportunités de développement africaines en projets investissables.

AFSIC

Jiao Tang prendra la parole lors de l'AFSIC - Investing in Africa, l'événement londonien consacré à l'investissement en Afrique, le 14 octobre pendant la session « Meet the Impact Investors ».

Visite à Kinshasa

Nos collègues Emmanuel Claude et Julie Goerig se rendront dans la région du bassin du Congo en octobre pour rencontrer les parties prenantes locales, notamment les développeurs de projets.